

**MATERNITÉ** ■ Une manifestation est organisée à 18 h 30, ce vendredi

# Mobilisation devant l'hôpital

Ce soir, à 20 heures, l'activité de la maternité sera suspendue par l'Agence régionale de santé. L'association À Pithiviers, l'hôpital c'est vital organise une nouvelle manifestation pour tenter de sauver le service.

**Stéphane Boutet**

stephane.boutet@centrefrance.com

**A** 20 heures, ce vendredi, l'activité de la maternité de Pithiviers sera suspendue. Ainsi en a décidé l'Agence régionale de santé (ARS), mercredi, en fin d'après-midi (*notre édition d'hier*).

Même si la fermeture n'est pas encore actée - le centre hospitalier a officiellement jusqu'au 22 juin pour trouver le personnel médical exigé par l'ARS, selon la directrice du service de l'État, Anne Bouygard -, la nouvelle, brutale, a choqué la population. L'association A Pithiviers, l'hôpital c'est vital n'a pas tardé à réagir en programmant dès mercredi soir une manifestation de soutien à la maternité. Elle se déroulera ce vendredi, à 18 h 30, devant le centre hospitalier. « Soyons très très très nombreux à manifester notre attachement et no-



**MANIFESTATION.** Elle aura lieu une heure et demie avant la suspension de la maternité. PHOTO DC

tre soutien à ce que l'Agence régionale de santé a décidé de nous voler », écrit l'association. « C'est un peu comme si le couperet de la guillotine s'était arrêté au niveau de la glotte », explique de façon imagée François Guillemont, le président.

## « Une petite chance »

Les réactions politiques se sont succédé. Le sénateur Jean-Pierre Sueur (PS) estime qu'il « reste une petite chance. Il faut redoubler d'efforts ». Marianne Dubois, député Les

Républicains, estime que « même si "suspension" ne veut pas dire "arrêt", nous sommes malheureusement dans la continuité de la gestion de ce dossier. Au fil de l'eau, des communiqués sont distillés vers la fermeture souhaitée et organisée de notre maternité. Telle est la politique hospitalière de santé menée par le gouvernement [...] ». Philippe Nolland, maire LR de Pithiviers et président du conseil de surveillance de l'hôpital, « prend acte de la décision de l'ARS. Il res-

te encore du temps pour trouver deux médecins, mais ce sera difficile. Cela prouve que nous avons eu raison de travailler sur un plan B, même si ce n'était pas ce que nous souhaitions. Malheureusement, la gynécologue obstétricienne et l'anesthésiste qui avaient donné leur accord ne sont pas restés à Pithiviers. »

Le temps presse désormais pour que la date du 10 juin 2016 ne reste pas comme celle du dernier accouchement effectué à Pithiviers. ■